

Le Gouvernement a la ferme intention d'accroître considérablement, durant les cinq prochaines années, son budget d'aide à l'extérieur. Nous nous sommes engagés -- et j'ajoute de grand coeur -- à porter notre contribution à environ un pour cent de notre produit national brut au début des années '70. Nous pouvons prévoir des dépenses annuelles d'un demi-milliard ou plus, d'ici cinq ans. Nous avons l'intention de réaliser ces accroissements majeurs sans que, pour autant, les initiatives ou engagements importants d'un ordre différent en souffrent ou soient compromis. Ce serait le summum de l'irresponsabilité que de sacrifier, comme on l'a suggéré récemment dans des critiques touchant la politique étrangère canadienne, notre ligne de conduite relative à l'ensemble des problèmes du monde entier (surtout à l'égard des alliances et des engagements touchant la sécurité collective) pour satisfaire à une seule exigence. Le Canada a adopté et continuera à suivre une politique étrangère qui tienne compte de toutes les difficultés dont il peut faciliter la solution.

Un autre grave sujet de préoccupation pour le Canada est la sauvegarde de la paix et de la sécurité à l'époque nucléaire. Certaines personnes soutiennent que la situation mondiale est telle que le Canada pourrait réduire sensiblement ou même supprimer sa participation militaire aux dispositifs de défense coopérative et collective.